



Partant de l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» soumise au vote le 14 juin prochain, nous nous sommes entretenus avec Damir Skenderovic, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, dont les recherches portent, entre autres, sur l'extrême droite et l'histoire des migrations.

« Relever les contradictions de l'UDC »

ALEXANDRE MARTINS
INTERVIEW
KEystone
PHOTO
VALDEMAR VERISSIMO
PHOTO
ERIC ROSET
PHOTO

Vous étiez invité à la Conférence des migrations de l'Union syndicale suisse le 13 septembre 2025 et aviez alors caractérisé «Pas de Suisse à 10 millions!» d'initiative de diversion, pouvez-vous développer votre propos?

Damir Skenderovic – Cette initiative part de beaucoup de défis sociaux et économiques que les gens ressentent dans leur quotidien. Cela va des logements aux transports publics, en passant par l'écologie. Il existe à ce propos, depuis quelques années, le terme de «stress de densité». Si on lit l'argumentaire de l'UDC, on trouve ainsi une énumération de plusieurs problèmes sociaux dont l'origine réside, pour l'UDC, dans l'immigration, notamment l'asile. La réponse que fournit l'UDC est de ne pas laisser entrer des gens ou même de les expulser. Évidemment, on ne peut pas nier que tous ces défis existent, mais ils n'ont rien à voir avec l'immigration. C'est en cela que j'ai parlé d'une initiative de diversion.

Cette stratégie a une longue histoire et consiste à lier tous les défis sociaux à une seule thématique, l'immigration,

pour faire croire que si moins d'étrangers-ères entrent ou vivent en Suisse, ces problèmes disparaissent. Il s'agit d'une véritable imposture qui veut imposer une fausse vision des choses en n'abordant pas les vraies causes des problèmes sociaux. Prenons le logement: l'UDC soutient fer-

mement les propriétaires immobiliers qui s'opposent aux protections des locataires. Ce sont eux aussi qui favorisent la spéculation immobilière et qui ont donc une responsabilité dans le problème du prix des loyers, mais cette explication du problème du logement n'est pas abordée par l'initiative.

L'UDC indique que son initiative est «pour la durabilité», que faut-il en penser?

C'est une véritable hypocrisie. Si on a un peu de bon sens, on sait très bien que l'UDC est le parti qui défend le moins ces

questions, elle fait même tout le contraire. C'est sans doute le meilleur exemple de la diversion que représente cette initiative. Ce n'est qu'un discours stratégique, car l'écologie n'est absolument pas une préoccupation de ce parti. La seule exception est lorsque cela touche à un symbole na-

« UNE VÉRITABLE IMPOSTURE QUI VEUT IMPOSER UNE FAUSSE VISION DES CHOSSES »

tional ou à un élément identitaire. L'iconographie de l'initiative met ainsi en avant la beauté des paysages suisses qui seraient menacés par les étrangers-ères. Il s'agit ainsi de ce qu'on appelle dans le monde germanique l'«écologie nationale» qui se préoccupe davantage de la protection de l'identité nationale que d'écologie.

Cette conception a une longue histoire, car un des premiers partis qui va développer en Suisse un programme écologique, ou plus précisément de protection de la nature, est l'Action nationale – qui lancera les premières initiatives xénophobes

dans «les années Schwarzenbach». En 1972, le parti était présidé par Valentin Oehen, un agronome lié avec d'autres écologistes de droite en Europe et préoccupé par les thématiques liées à la nature et à l'environnement. Il a ainsi développé un programme politique avec plusieurs points qui concernaient la sauvegarde du paysage. On retrouve Valentin Oehen aussi dans le précurseur d'Ecopop, la Communauté de travail pour les questions de population qui est fondée en 1971 et qui va thématiser le lien entre démographie et immigration.

Il est donc frappant de voir que l'UDC reprend deux points qui étaient déjà caractéristiques de la droite populiste en Suisse dans les années 1970. Le premier est de fixer une limite stricte au nombre de personnes qui peuvent entrer en Suisse. L'initiative Schwarzenbach prévoyait de limiter la proportion d'étrangers-ères à 10% de la population, ce qui aurait eu pour conséquences que près de 300 000 personnes auraient dû quitter le pays. Le second est le lien qui est fait avec une certaine interprétation de la question écologique. Au tournant des années 1970, l'écologie était synonyme de protection du paysage, avec notamment la puissante Ligue suisse pour la protection de la nature (l'ancêtre de Pro Natura), dont le président va précisément appeler à voter oui à l'initiative Schwarzenbach en 1970.

Quels sont les autres éléments de continuité ou de rupture que l'on peut tirer entre les initiatives Schwarzenbach et les multiples initiatives lancées par l'UDC ces trente dernières années?

Il faut d'abord préciser que l'initiative Schwarzenbach de 1970 avait fait couler beaucoup d'encre dans la presse européenne. Le quotidien conservateur allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* va ainsi affirmer que l'initiative Schwarzenbach a des tendances fascistoïdes qui reprennent l'idéologie du *Blut und Boden* (le sang et la terre) et s'étonnait de l'absence de prise de conscience en Suisse. Cela illustre le déni du fascisme



que nous connaissons en Suisse, comme si cela n'avait jamais existé. Dans les années 1970, il y avait même trois anciens membres des fronts qui étaient élus au Conseil national, sans qu'il y ait de débat autour de cela. La montée de la droite populiste dans les années 1960, comparée avec d'autres pays, s'explique aussi parce qu'on avait ce déni envers le fascisme.

Les initiatives de l'UDC, notamment celle contre les minarets, ont également fait l'objet de nombreux commentaires dans les médias à l'étranger. Mais je tiens à relever que si, aujourd'hui, on a l'impression que l'UDC est le parti des initiatives, en réalité, la première initiative lancée par ce parti date de 1992, alors qu'il existe depuis plus d'un siècle (sous le nom de Parti des paysans, artisans et bourgeois jusqu'en 1971). Les années 1990 marquent une transformation de l'UDC en un parti de droite populiste qui va utiliser fortement l'instrument de la démocratie directe. Les initiatives de l'UDC concernent initialement le droit d'asile en demandant des restrictions. Puis l'UDC va élargir cette thématique aux minarets et à la burqa – ces deux initiatives n'étaient pas portées par l'UDC mais par un comité d'initiative composé largement de membres UDC et étaient soutenues par des campagnes clairement racistes antimusulmans – ou aux naturalisations et aux prétendus criminels étrangers. Toutes ces initiatives permettent à l'UDC d'influencer fortement l'agenda politique.

Il ne faut par ailleurs pas oublier que l'UDC est en même temps dans le gouvernement et met ainsi la pression sur les autres partis qui n'exercent pas vraiment de contrepoids (l'absence de discussion dans le Parti socialiste sur la poursuite de la collaboration gouvernementale avec un tel parti est frappante). Cela représente un changement par rapport au parti de l'Action nationale qui n'était pas au gouvernement. Hormis cela, il y a beaucoup d'éléments de continuité par rapport à l'initiative Schwarzenbach de 1970, notamment la notion de limitation de la population étrangère. Évidemment, en 1969-1970, les problèmes sociaux étaient

différents de ceux d'aujourd'hui car on se trouvait en période de croissance économique forte et de plein-emploi. Mais, en même temps, un sentiment d'insécurité lié aux changements en cours dans la vie quotidienne (autoroutes, développement des infrastructures, urbanisation du paysage, etc.) était répandu parmi la population. Beaucoup se sentaient désorienté-e-s et cette initiative donnait une explication simple à ces changements, en disant que l'immigration était à l'origine de ce qui modifiait la vie des gens de manière très rapide. Il ne s'agissait pas forcément d'une crise économique réelle, mais d'une phase de perception d'une crise, qui était d'ailleurs renforcée par l'utilisation précoce des médias par l'Action nationale. C'est un autre point de continuité avec l'UDC, qui a été le premier parti à se doter d'un site internet et qui continue à recourir fortement aux nouveaux médias.

Un autre point de continuité à mentionner concerne les syndicats. En 1970, 54% des membres des syndicats de l'USS ont voté oui à l'initiative Schwarzenbach. Lorsqu'il a quitté le Conseil national, en 1978, James Schwarzenbach s'est d'ailleurs félicité du succès qu'il avait obtenu en étant parvenu à diviser le mouvement des ouvriers-ères qu'il avait interpellé-e-s en tant que «Suisse-s» et non comme «travailleurs-euses». La situation d'aujourd'hui est différente car la classe ouvrière a changé, mais l'UDC, comme les partis de droite populiste en Europe, s'adresse aux travailleurs-euses sur la base non de questions économiques ou sociales, mais de questions culturelles, identitaires, et toujours sous la forme de la menace. Le retour aux thématiques sociales est un défi important pour la gauche et les syndicats.

Il est essentiel de relever les contradictions de l'UDC. Il n'est pas possible de prendre au sérieux Christoph Blocher ou les autres

millionnaires de l'UDC lorsqu'ils-elles disent qu'ils-elles sont préoccupé-e-s par les conditions de travail, les salaires ou le logement. L'UDC veut imposer que le problème principal réside dans la migration, mais les partis de gauche devraient plus insister pour dire que ce n'est pas le cas et qu'il y a beaucoup d'autres problèmes plus importants que l'UDC ne peut pas résoudre, bien au contraire.

La première mesure que propose l'UDC dans son initiative est de restreindre encore davantage le droit d'asile, qui joue pourtant un rôle absolument mineur dans l'accroissement de la population. Quel rôle joue l'asile dans la politique de l'UDC?

Avec l'opposition à l'Europe, la question de l'asile est un élément structurant de la nouvelle UDC qui se construit dans les années 1990. Les attaques contre le droit d'asile permettent, d'une part, à l'UDC de développer une critique de l'État

droite populiste, dans le sens où elle joue sur une double opposition: d'une part, «le peuple» contre «les élites» et, d'autre part, la «communauté nationale» contre «les immigré-e-s». Par rapport à la notion d'extrême droite, celle-ci implique, surtout dans le contexte allemand, un élément antidémocratique. Or, l'UDC n'est pas contre les institutions démocratiques en soi, mais elle est opposée à certaines valeurs démocratiques, comme le pluralisme, l'égalité, le droit de certaines minorités, etc. Il y a ainsi un côté non démocratique, voire antidémocratique dans les discours, mais avec un ancrage institutionnel dans la démocratie, et même une utilisation de la démocratie pour faire avancer certaines valeurs antidémocratiques.

Dans les études comparatives sur les droites populistes européennes, pendant longtemps, la Suisse a été laissée de côté, comme si elle ne connaissait pas de parti de droite populiste, notamment du fait de la participation de l'UDC au gouvernement. De plus, le concept de la concordance fait qu'il n'y a jamais eu de débat sur la construction d'un cordon sanitaire contre l'UDC, comme cela a pu être le cas dans d'autres pays.

En réalité, que l'on regarde les campagnes, le discours, l'agenda et les buts politiques, l'UDC est partie intégrante de la famille de la droite populiste européenne qui ne cesse de se consolider depuis une vingtaine d'années. Je dirais même qu'à plusieurs égards, la Suisse est à la fois un précurseur et un modèle pour la droite populiste européenne. Il y a tout d'abord l'iconographie politique qui est imitée par nombre de ces partis. Ensuite, il faut ajouter la démocratie directe, qui est une revendication des partis populistes qui argumentent que cela permet de lutter contre «les élites». Enfin, à chaque victoire de l'UDC, ces partis applaudissent. En Allemagne, la coprésidente de l'AFD Alice Weidel, qui vit en Suisse, a déclaré que le programme de son parti était inspiré de celui de l'UDC.

Dès lors, nous devons être conscient-e-s du fait que l'Europe nous regardera le 14 juin prochain. ■

«L'ASILE EST UN CHAMP DANS LEQUEL LE RACISME EST LE PLUS DIRECTEMENT FORMULÉ»

social et de l'aide aux plus défavorisé-e-s en général. D'autre part, l'asile est un champ dans lequel le racisme est le plus directement formulé, articulé. Les campagnes de l'UDC ont ainsi permis de laisser bouillir le racisme en Suisse. Les différentes initiatives et l'iconographie qui s'exprime dans les affiches mettent en avant le racisme classique en montrant des gens qui n'appartiennent pas à la Suisse ou à l'Europe.

Ainsi, l'asile permet à l'UDC de lier une idéologie de discrimination raciale avec l'opposition à l'État social. Cet élément n'est pas propre à la Suisse car les droites populistes en Europe reprennent ce thème. Les choses sont différentes en Suisse car l'UDC est au cœur de la politique gouvernementale.

Comment peut-on situer l'UDC dans la galaxie des droites autoritaires européennes? Je considère que l'UDC est un parti de